

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 Grenoble

Grenoble, le 17/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SUEZ RV CENTRE EST

Universaône
18 rue Felix Mangini
69009 Lyon

Références : 2025 - Is223-3SD
Code AIOT : 0006103196

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/10/2025 dans l'établissement SUEZ RV CENTRE EST implanté Rond Point de Grenay RN 6 38290 Satolas-et-Bonce. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection du 9 octobre 2025 a porté sur les thèmes de l'action régionale "fuites de CH₄ et conditions d'admission des déchets".

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV CENTRE EST
- Rond Point de Grenay RN 6 38290 Satolas-et-Bonce
- Code AIOT : 0006103196

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SUEZ RV Centre Est exploite une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) sur la commune de Satolas-et-Bonce. Cette activité est notamment encadrée au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (régime de l'autorisation environnementale), et relève également du champ de la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles (dite « directive IED ») ainsi que de la directive 1999/31/CE du Conseil du 26 avril 1999 concernant la mise en décharge des déchets. Le site est encadré par différentes décisions préfectorales, dont l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 octobre 2018.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 5

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Déclaration GEREPE des émissions en CH ₄	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.I	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Présence de dispositif de collecte et de mesure des effluents gazeux	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12 - I	Sans objet
2	Contrôle du fonctionnement du réseau de collecte, qualité du biogaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 - I	Sans objet
3	Cartographie des émissions diffuses	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 - IV	Sans objet
4	Réduction des émissions fugitives de gaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 - V	Sans objet
5	Dispositifs de valorisation ou	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12 – II et 21 – II	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	d'élimination du biogaz		
6	Contrôle externe des équipements de destruction du biogaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 - III	Sans objet
8	Conditions de l'élimination – Justificatifs de tri	Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-4	Sans objet
9	Conditions de l'élimination – Contrôle vidéo	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D541-48-1	Sans objet
10	Conditions de l'élimination – Caractérisation, contrôle visuel	Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 9 octobre 2025 n'a relevé aucune non-conformité sur les points contrôlés dans le cadre de l'action régionale.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Présence de dispositif de collecte et de mesure des effluents gazeux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12 - I
Thème(s) : Risques chroniques, Présence de dispositif de collecte et de mesure des effluents gazeux
Prescription contrôlée : <p>I. - L'installation est équipée d'un dispositif de collecte des effluents gazeux de manière à limiter les émissions diffuses issues de la dégradation des déchets.</p> <p>Le réseau de collecte du biogaz est raccordé à un dispositif de mesure de la quantité totale de biogaz capté. Le biogaz capté est prioritairement dirigé vers un dispositif de valorisation puis, le cas échéant, d'élimination par combustion.</p>
Constats : <p>L'ISDND est divisée en trois zones nommées "Satolas 1" (la plus ancienne), "Satolas 2" et "Satolas 3" (en cours d'exploitation).</p> <p>Le biogaz est capté dans chacune des zones au moyen de drains horizontaux ayant été installées</p>

au fur et à mesure de l'exploitation et de forages réalisés avant le réaménagement des casiers. La production de biogaz de "Satolas 1" est en baisse, celle de "Satolas 2" est stable et de bonne qualité, celle de "Satolas 3" (en cours d'exploitation) est encore instable et plus chargée en sulfure d'hydrogène (H₂S).

Le biogaz est dirigé, après pré-filtration et traitement par charbons actifs, vers une installation de valorisation composée de deux moteurs. Un troisième moteur était présent jusqu'en mai 2025 mais suite à la baisse de la production de biogaz, celui-ci n'est plus utilisé.

Cependant, les deux moteurs présents ne permettent pas de valoriser l'intégralité du biogaz produit. Ainsi, à titre d'exemple, en septembre 2025, le moteur a fonctionné 548h et le moteur 2 a fonctionné 256h et 523 870 Nm³ de biogaz à 50% de CH₄ ont été valorisés, tandis que la torchère 1 a fonctionné 681h pour 211 632 Nm³ de biogaz à 50% de CH₄ éliminés et la torchère 2 a fonctionné 417h pour 318 313 Nm³ de biogaz à 50% de CH₄ éliminés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Contrôle du fonctionnement du réseau de collecte, qualité du biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 - I

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle du fonctionnement du réseau de collecte, qualité du biogaz

Prescription contrôlée :

I. - L'exploitant réalise, chaque mois, un contrôle du fonctionnement du réseau de collecte du biogaz. Il procède aux réglages éventuellement nécessaires à la mise en dépression de l'ensemble du réseau, compte tenu de l'évolution de la production de biogaz.

Il dispose en permanence sur le site des moyens de contrôle portatifs permettant la mesure de la dépression de puits de collecte de biogaz.

Les résultats des contrôles précités sont tracés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.

La qualité du biogaz capté est mesurée tous les mois a minima selon les modalités prévues à l'annexe II.

Constats :

Un régleur est présent sur site 3 jours par semaine pour mesurer et régler différents paramètres sur le réseau de collecte du biogaz, notamment la dépression, la vitesse d'air, la température et les teneurs en CH₄, CO₂, O₂, H₂, CO et H₂S. Une mesure et un réglage ont été effectués lors de l'inspection.

Des mesures mensuelles de la qualité du biogaz capté sur chaque collecteur principal ainsi qu'en

entrée de torchères sont réalisées (teneur en CH ₄ , CO ₂ , CO, O ₂ et H ₂ S et H ₂). C'est satisfaisant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Cartographie des émissions diffuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 - IV
Thème(s) : Risques chroniques, Cartographie des émissions diffuses
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Au plus tard deux ans après la première réception de déchets biodégradables, l'exploitant de toute installation recevant des déchets biodégradables réalise une cartographie des émissions diffuses de méthane à travers les couvertures temporaires ou définitives mises en place.</p> <p>Dans le cas où ces émissions révèlent un défaut d'efficacité du dispositif de collecte du biogaz, l'exploitant prend les actions correctives appropriées dans un délai inférieur à 6 mois. L'efficacité de ces actions correctives est vérifiée par un nouveau contrôle réalisé selon la même méthode au plus tard deux ans après la mesure précédente. L'ensemble des résultats de mesures et des actions correctives est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard trois mois après leur réalisation.</p> <p>Dans le cas où la cartographie des émissions diffuses de méthane ne révèle pas de défaut d'efficacité du système de collecte du biogaz, elle est renouvelée tous les cinq ans jusqu'à la fin de la période de post-exploitation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une cartographie des émissions diffuses de méthane est réalisée annuellement. Cette cartographie est utilisée comme outil de suivi et de pilotage des opérations de maintenance et de réparation sur le réseau de collecte. Toutes les anomalies sont analysées et un programme de réparation est établi en conséquence. Pour traiter les anomalies détectées lors de la cartographie 2024, trois actions sont encore en cours au moment de l'inspection : il s'agit de boucher et étanchéifier des trous dans la membrane du fossé de récupération des eaux de ruissellement, et d'ajouter des matériaux inertes étanches sur des zones où l'étanchéité est insuffisante (autour de certaines têtes de puits par exemple).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Réduction des émissions fugitives de gaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 - V
Thème(s) : Risques chroniques, Réduction des émissions fugitives de gaz
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit un programme de détection et de réparation des fuites pour réduire les émissions fugitives de gaz. L'exploitant peut recourir à une méthode par reniflage, une méthode de détection des gaz par imagerie optique ou à tout autre méthode de détection.</p> <p>Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté,</p>

accompagnés des informations sur les fuites détectées ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.
Constats : Comme indiqué précédemment, la cartographie annuelle est utilisée pour détecter des fuites et un programme de réparation est établi en conséquence. Aucune autre méthode n'est utilisée en complément. Les cartographies étant annuelles, c'est satisfaisant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Dispositifs de valorisation ou d'élimination du biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12 – II et 21 – II
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositifs de valorisation ou d'élimination du biogaz
Prescription contrôlée : <p>Chaque équipement d'élimination du biogaz est équipé d'un dispositif de mesure permettant de mesurer en continu le volume du biogaz éliminé et la température des gaz de combustion.</p> <p>Chaque équipement de valorisation est équipé d'un dispositif de mesure permettant de mesurer en continu le volume du biogaz valorisé.</p> <p>A l'amont de ces équipements de mesure sont implantés des points de prélèvement du biogaz munis d'obturateurs.</p> <p>L'exploitant établit un programme de contrôle et de maintenance préventive des installations de valorisation et de destruction du biogaz et des organes associés. Ce programme spécifie, pour chaque contrôle prévu, les critères qui permettent de considérer que le dispositif ou l'organe contrôlé est apte à remplir sa fonction, en situation d'exploitation normale, accidentelle ou incidentelle. Le programme prévoit en particulier le contrôle de l'étanchéité des équipements, des capteurs et des outils de mesure ainsi que l'étalonnage des capteurs et des outils de mesure.</p> <p>Les résultats des contrôles et les relevés réalisés sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.</p> <p>Le contrôle des installations de traitement du biogaz est assuré a minima selon les modalités prévues à l'annexe II.</p>
Constats : <p>L'Inspection constate que les deux torchères sont équipés d'un dispositif de mesure permettant de mesurer en continu le volume de biogaz éliminé et la température des gaz de combustion.</p> <p>De même les moteurs sont équipés d'un dispositif de mesure permettant de mesurer en continu le volume de biogaz valorisé.</p>

<p>Une maintenance préventive des moteurs est réalisée toutes les 2000h de fonctionnement pour les petites maintenances, toutes les 10 000h pour les grosses maintenances. Une maintenance complète, une "remise à neuf" est réalisée en sortant le moteur.</p> <p>Par ailleurs, une conduite des installations est réalisée chaque semaine. Cette opération de suivi permet de contrôler et maîtriser au mieux l'efficacité et le bon fonctionnement des unités.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Contrôle externe des équipements de destruction du biogaz

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 - III</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle externe des équipements de destruction du biogaz</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les équipements de destruction du biogaz sont contrôlés par un laboratoire agréé annuellement ou après 4 500 heures de fonctionnement si ces installations fonctionnent moins de 4 500 heures par an. Ils sont conçus de manière à assurer que les gaz de combustion soient portés à 900 °C pendant au moins 0,3 seconde. Ils sont munis des dispositifs de mesure en continu de cette température.</p> <p>La qualité du gaz rejeté par les équipements d'élimination du biogaz n'excède pas : SO₂ (si flux supérieur à 25 kg/h) : 300 mg/Nm³ ; CO : 150 mg/Nm³.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection constate que les torchères n'ont pas atteint les 4 500h de fonctionnement en 2024. Une des torchère a atteint 4 500h de fonctionnement en 2025.</p> <p>Les torchères sont munis des dispositifs de mesure en continu de la température des gaz de combustion. Une des torchères étaient en fonctionnement au moment de l'inspection : la température des gaz de combustion est d'environ 975°C.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La torchère ayant atteint 4500 de fonctionnement doit être contrôlée par un laboratoire agréé en 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Déclaration GERE des émissions en CH₄

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.I</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration GERE des émissions en CH₄</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

<p>I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :</p> <p>-les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Les émissions de CH₄ et CO₂, calculés selon la méthode de l'ADEME sont déclarées sur l'application GEREP dans le bloc ISDND et les émissions de CO₂ sont déclarées dans le bloc combustion.</p> <p>D'après l'exploitant, les émissions de SO_x, NO_x, CO, Poussières totales, HF, HCl, et COV sont inférieures aux seuils de déclaration obligatoire.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'Inspection les estimations des émissions annuelles de SO_x, NO_x, CO, Poussières totales, HF, HCl, et COV et la méthode d'estimation, afin de justifier l'absence de déclaration sur GEREP.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 8 : Conditions de l'élimination – Justificatifs de tri

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de l'élimination – Justificatifs de tri</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Les producteurs des déchets non dangereux qui ne sont pas pris en charge par le service public local de gestion des déchets ne peuvent faire procéder à leur élimination dans des installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux non inertes que s'ils justifient respecter les obligations de tri prescrites par les articles L. 541-21-1, L. 541-21-2, L. 541-21-2-1 et L. 541-21-2-2.</p> <p>A cette fin, est transmise chaque année à l'exploitant de l'installation une attestation sur l'honneur signée par les représentants légaux des producteurs de déchets concernés comprenant :</p> <p>1° La liste de leurs obligations de tri ;</p> <p>2° La description des éléments de nature à démontrer le respect de ces obligations et notamment la liste des collectes séparées mises en place et les consignes de tri associées.</p> <p>L'attestation sur l'honneur du producteur de déchets est transmise, préalablement à la réception</p>

de tout déchet pour l'année en cours, par ce producteur ou, lorsque les déchets sont apportés à l'installation par un autre détenteur que celui-ci, par ce dernier.

II.-La réception dans les installations mentionnées au I des déchets pris en charge par le service public local de gestion des déchets est subordonnée à la transmission annuelle à l'exploitant par la collectivité compétente en matière de traitement de documents justifiant le respect des obligations de collecte séparée définies à l'article L. 2224-16 du code général des collectivités territoriales par chaque collectivité compétente en matière de collecte.

Lorsque l'exploitant est la collectivité compétente en matière de traitement des déchets, celle-ci tient ces documents à la disposition des inspecteurs des installations classées.

Ces documents décrivent les consignes de tri à la source et les dispositifs de collecte séparée mis en place pour la collecte des déchets ménagers et assimilés. Cette description concerne tous les déchets concernés, qu'ils soient collectés en porte-à-porte, en point d'apport volontaire ou en déchetterie. Les documents portent sur :

- 1° Les emballages ménagers composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique,
- 2° Les papiers graphiques ;
- 3° Les déchets encombrants, de façon à justifier la collecte séparée des déchets encombrants composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique ;
- 4° Les déchets de construction et de démolition constitués majoritairement de bois, de fraction minérale, de plâtre, de papier, de verre, de métal, ou de plastique ;
- 5° Les autres déchets composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique ;
- 6° A compter du 1er janvier 2025, les déchets dangereux et les déchets textiles.
- 7° A compter du 1er janvier 2024, ces documents doivent justifier la mise en place d'une collecte séparée des biodéchets ou, pour les zones où n'est pas organisée cette collecte, que les biodéchets sont traités par compostage domestique ou de proximité.

Constats :

Une grande majorité des déchets entrant sur l'installation sont des refus de tri. Dans ces cas, les apporteurs ne sont pas soumis à ces dispositions. Dans les autres cas, l'exploitant déclare que les apporteurs de déchets fournissent l'attestation de respect des obligations de tri. Des attestations ont été présentées en inspection. Sans cette attestation du producteur, les déchets sont refusés à l'entrée du site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Conditions de l'élimination – Contrôle vidéo

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D541-48-1

Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de l'élimination – Contrôle vidéo

Prescription contrôlée :

I.-Le présent article régit les conditions de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes dans les installations de stockage et d'incinération.

Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er juillet 2021 [...]

<p>II. [...] Le dispositif de contrôle par vidéo enregistre :</p> <ul style="list-style-type: none"> -les images des opérations de déchargement de manière à pouvoir identifier le contenu qui est déchargé ; -la plaque d'immatriculation de chaque véhicule réceptionné dans l'installation à cette fin. <p>IV.-Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à dix jours calendaires sur une année. Pour les installations de stockage de déchets relevant de la rubrique 2760-2-b de la nomenclature des installations classées comportant un quai de débarquement mobile, le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à vingt jours calendaires sur une année, Toute indisponibilité du dispositif ne peut excéder cinq jours consécutifs.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection constate que les caméras au niveau du quai de déchargement permettent de visualiser et d'enregistrer les opérations de déchargement, et de lire les plaques d'immatriculations des camions.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Conditions de l'élimination – Caractérisation, contrôle visuel

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de l'élimination – Caractérisation, contrôle visuel</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>IV.-L'exploitant de l'installation de stockage de déchets non dangereux met en place une procédure de contrôle des déchets entrants.</p> <p>Cette procédure comporte notamment :</p> <p>1° Un rapport annuel de caractérisation des déchets apportés dans l'installation dont la réalisation incombe au producteur des déchets ou à défaut leur détenteur. Cette tâche peut être confiée à l'exploitant de l'installation ou à un laboratoire s'ils disposent des compétences techniques requises.</p> <p>2° Un contrôle visuel des déchets lors de leur admission sur site ou de leur déchargement par les préposés de l'exploitant. Lorsqu'il est constaté lors de ce contrôle que les dispositions du présent article ne sont pas respectées, l'exploitant refuse la réception des déchets. En cas de doute, l'exploitant peut faire procéder à une caractérisation de ces déchets. Les frais correspondants sont à la charge du producteur ou détenteur des déchets lorsqu'il est constaté que les dispositions du présent article ne sont pas respectées et à la charge de l'exploitant dans le cas contraire.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant déclare que tous les apporteurs soumis réalisent le rapport de caractérisation annuel. Si le rapport n'est pas transmis, les déchets sont refusés à l'entrée.</p> <p>L'inspection constate que le contrôle visuel des déchets entrants est réalisé par les opérateurs.</p>

